



– POUR DIFFUSION IMMÉDIATE –

L'Égypte empêche la Marche pour la libération de Gaza d'aller de l'avant

Montréal, 20 janvier 2010 – Du 27 décembre au 2 janvier dernier, 1362 délégués provenant de 43 pays, dont 57 Canadiens, étaient réunis au Caire avec comme objectif d'entrer à Gaza par le passage de Rafah pour participer à la Marche pour la libération de Gaza. Malgré les nombreuses requêtes et protestations affluant de partout à travers le monde, les autorités égyptiennes décidèrent néanmoins d'interdire l'entrée des marcheurs à Gaza. Les milliers de participants se trouvèrent coincés au Caire et la Marche pour la liberté de Gaza sérieusement compromise.

Cette marche pacifique d'environ cinq kilomètres jusqu'au poste frontalier d'Erez avait été organisée pour marquer le premier anniversaire de l'offensive israélienne contre Gaza ayant fait plus de 1400 victimes palestiniennes et entraîné la destruction du territoire. Elle visait également à dénoncer le blocus de Gaza par Israël et attirer l'attention de la communauté internationale sur la souffrance d'un peuple soumis à ce que plusieurs organisations des droits de l'homme ont qualifié de « punition collective », voire de crime contre l'humanité.

L'Égypte fut l'objet de critiques sévères quant à sa décision d'empêcher la Marche, tant par les participants qu'au sein de la communauté médiatique et internationale. « Il s'agissait d'une marche pacifique, destinée à attirer l'attention sur le sort tragique des Palestiniens de Gaza. Il est navrant de constater que certaines puissances internationales ne permettent même pas à une marche pacifique d'aller de l'avant », affirme le président de CJP MO, Thomas Woodley. « Les organisateurs de la Marche ont été très coopératifs avec les autorités égyptiennes tout au long de l'organisation de la Marche. Que l'Égypte refuse à ses voisins de Gaza la valeur symbolique de cette Marche est très décevant ».

Après des jours de protestations, une centaine de délégués seulement furent autorisés à partir pour Gaza, une décision du gouvernement égyptien qui créa la dissension au sein des marcheurs et qui fut perçue comme une tentative d'affaiblir la Marche par la division de ses forces. Au terme de leur voyage, les 86 personnes ayant finalement atteint Gaza ne trouvèrent pas le soutien escompté par la société civile palestinienne. À l'arrivée près du poste d'Erez le 31 décembre, quelques centaines de Palestiniens seulement avaient rallié les délégués internationaux pour une marche symbolique.

Au Caire, les marcheurs qui continuaient de protester contre les mesures égyptiennes furent menacés et rudoyés par la police anti-émeute. Il fut interdit aux compagnies d'autobus privées de transporter des étrangers; les marcheurs ayant tenté de se rendre à la frontière de Gaza par leurs propres moyens furent détenus et renvoyés; d'autres qui avaient réussi à parvenir à Al-Arish, une ville côtière non loin de Rafah, furent placés en état d'arrestation.

À propos de CJP MO – *Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJP MO) est une organisation séculière, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.*

Pour plus d'informations, contactez Grace Batchoun au 514-745-8491 ou grace.batchoun@cjpmo.org.
Canadiens pour la justice et paix au Moyen-Orient
www.cjpmo.org

Ce communiqué de presse peut être reproduit, en totalité ou en partie, sans autorisation.